

Les enjeux 2012 de A à Z

Abécédaire de l'anticrise

Jacques BICHOT, professeur émérite à l'université Jean Moulin (Lyon),
vice-président de l'association des économistes catholiques

À paraître aux éditions l'Harmattan le 13 février 2012

L'échéance électorale approchant, chacun s'interroge : où allons-nous ? que faudrait-il faire ? Quelles sont les qualités dont nos dirigeants devraient être pourvus pour nous sortir du pétrin ?

Deux cent rubriques, deux ennemies : sottise et tromperie

Les deux cent rubriques de cet ouvrage sont destinées à épauler vos efforts d'analyse, votre réflexion. L'auteur est un économiste chrétien. Il y a quelques mois, un journaliste lui a demandé si le Pape pouvait faire quelque chose pour nous sortir de la crise. Sa réponse fut en substance : Benoît XVI est très bien placé pour cela, car il est un grand prophète de la vérité, vertu qui fait le plus défaut dans notre monde. Le mensonge et l'incompétence, ces deux ennemis de la vérité, sont les causes principales des maux dont nous souffrons. Sur chaque sujet – cet abécédaire en aborde deux centaines – l'analyse économique montre que les causes des dysfonctionnements sont la sottise (ou le manque de connaissances) et la tromperie.

Le poisson économique pourrit par sa tête, la finance

La finance, outil permettant de diriger l'activité économique, est malade du mensonge. L'escroquerie de Bernard Madoff est un révélateur de cet état de fait : elle a le mérite, si l'on peut dire, de montrer ce qu'est une finance pyramidale, dans laquelle le principal et les intérêts des dettes sont remboursés grâce à un nouvel endettement, supérieur à l'ancien.

- La plupart des dettes publiques croissent de cette manière.
- Les emprunts toxiques souscrits par nos collectivités territoriales, et surtout les prêts immobiliers « subprime », à l'origine de la crise financière puis économique de 2007 – 2010, sont d'autres exemples de notre économie de tromperie.
- L'euro est lui aussi gangrené par le mensonge : les règles du traité de Maastricht relatives aux finances publiques ont été violées dès sa mise en place, puis de façon permanente.

L'Occident travaille peu et mal

La mondialisation a été utilisée par les Occidentaux pour consommer sans travailler de quoi produire l'équivalent. Pourquoi les déficits extérieurs des États-Unis et de la zone euro ? Parce que les gouvernants font croire aux citoyens qu'il est possible d'être le gendarme planétaire, ou de verser des prestations sociales très généreuses, en travaillant peu et mal.

Mal, car la bureaucratisation croissante annihile les efforts de productivité réalisés au niveau des unités de production. Une complication incroyable conduit à multiplier les emplois improductifs. Par

exemple, le seul refus de regrouper les régimes de retraite par répartition, en France, fait gaspiller chaque année plus de 2 milliards d'euros : 30 000 à 40 000 personnes font dans des bureaux un travail inutile, tandis que les entreprises cherchent en vain des fraiseurs et des soudeurs. La productivité de nos entreprises est sapée par la mauvaise organisation de nos administrations.

Un déficit massif de compétence chez nos dirigeants

Trop de nos dirigeants sont des amateurs même pas éclairés. Beaucoup développent les compétences qu'ils estiment utiles pour être élus ou réélus ou pour gravir les échelons de la haute administration, et se soucient peu de celles qui serviraient à la bonne marche du pays. Ils n'ont pas compris, par exemple, que l'efficacité requiert des règles raisonnablement stables, et que celui qui gère ne doit pas être le même que celui qui définit les règles.

Le méli-mélo de l'exécutif et du législatif

Le viol du principe de séparation des pouvoirs exécutif et législatif ne conduit pas seulement le gouvernement à utiliser abusivement les lois pour prendre des mesures de simple gestion ; il induit une confusion mentale extrêmement nocive : on modifie des structures, par exemple le financement contributif de la sécurité sociale, pour subventionner certaines activités, sans réfléchir aux fonctions remplies par ces structures.

L'imbécile étatisation de la sécurité sociale

Notre système de protection sociale a vocation à fonctionner selon un principe d'échange mutualiste, c'est-à-dire un achat de services à des prix solidaires (plus élevés pour les riches, plus bas pour les pauvres) ; or il est transformé progressivement en un service public gratuit financé par l'impôt. D'où un ras-le-bol des prélèvements obligatoires.

Inflation de rapports, pénurie d'études d'impact

La France et l'Europe sont prisonnières d'une ornière. Seuls leurs citoyens peuvent les désembourber, en choisissant leurs dirigeants sur des critères appropriés, et en leur faisant savoir ce qu'ils attendent d'eux : des décisions éclairées par un recours à des études sérieuses. Finissons-en avec cette profusion de rapports qui manquent soit d'inspiration (que de répertoires d'idées reçues !) soit de transpiration (que de travaux dépourvus de rigueur technique, parce que réalisés sans équipe compétente *ad hoc* !). Produisons moins de papier, mais augmentons massivement la qualité des études réalisées pour prendre de bonnes décisions.

Pour une stratégie et une ingénierie de la réforme

Au-delà des indispensables études d'impact, fort heureusement rendues obligatoires en accompagnement des projets de loi, développons l'ingénierie de la réforme : il ne faut pas seulement savoir quels effets produira probablement telle mesure, mais aussi et surtout trouver quelles réformes structurelles permettraient d'aller dans le sens de ce qui constitue la raison d'être de la République en même temps que sa devise : la liberté, l'égalité et la fraternité.